

19190



NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Distr.
LIMITÉE

E/ECA/SM/89/10
19 septembre 1989

Original : ANGLAIS
FRANÇAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Groupe de travail des enquêtes
sur les ménages
Addis-Abéba, 16-20 octobre 1989

PROGRAMME DES NATIONS-UNIES POUR LA MISE EN PLACE DE
DISPOSITIFS NATIONAUX D'ENQUETE AUPRES
DES MENAGES (PNUDEM)

La politique et les activités de coordination entre le
PNUDEM et les autres programmes internationaux
d'enquêtes auprès des ménages.
(par le Bureau de statistique des Nations-Unies)

SOMMAIRE

	<u>Paragraphe</u>	<u>Page</u>
I. ORIGINE ET OBJECTIFS DU PNUDEM	1- 5	1-2
II. LE PNUDEM EN OPERATION	6-11	3-4
III. LE PROJET PAN-ARABE POUR LA PROMOTION DE L'ENFANT (PAPCHILD)	12-13	4
IV. AUTRES PROGRAMMES INTERNATIONAUX	14	5
A - L'enquête démographique et de santé (EDS)	15-16	5-6
B - Le programme inter-organisations de surveillance de l'alimentation et de la nutrition (IFNS)	17-18	6-7
C - L'enquête sur le niveau de vie des ménages (LSMS)	19-21	7-8
D - Les dimensions sociales de l'ajustement structurel (DSA)	22-25	8-9
V. PROGRAMME POUR LE CONTROLE DE LA REALISATION DES OBJECTIFS SOCIAUX AU COURS DES ANNEES 90	26-30	9-11
VI. LE BESOIN DE COORDINATION	31-34	11-12

I. ORIGINE ET OBJECTIFS DU PNUDEM

1. Le programme des Nations-Unies pour la mise en place de dispositifs nationaux d'enquêtes des ménages (PNUDEM) a été créé par la résolution 2055 (LXII) adoptée par le Conseil économique et social le 5 mai 1977. Cette résolution qui a fixé le cadre du Programme et posé ses fondements, a rappelé en particulier :

- i. Le plan d'action mondial sur la population qui incite les pays à se doter de dispositifs permanents d'enquêtes auprès des ménages;
- ii. La résolution 272 (XII) adoptée par la Commission économique pour l'Afrique lors de la douzième session, et dans laquelle il est notamment demandé qu'un programme d'enquêtes auprès des ménages à objectifs multiples soit entrepris afin de collecter par le biais d'un dispositif permanent d'enquêtes sur le terrain, un ensemble de données intégrées dans les domaines démographique, économique et social;
- iii. Le programme d'action adopté en 1976 par la Conférence mondiale sur l'emploi, la distribution du revenu, le progrès social et la division internationale du travail, qui a suggéré de prendre en considération l'organisation d'un programme mondial d'appui aux enquêtes auprès des ménages.

2. Le Conseil économique et social a également considéré que les enquêtes nationales par sondage, effectuées sur une base permanente et intégrée, constituent des sources de données capitales pour disposer des renseignements essentiels sur les conditions démographiques, économiques et sociales de la population, tant au niveau national, qu'au niveau des groupes ou sous-groupes spéciaux, tels que les pauvres en milieu rural et d'autres groupes défavorisés. Le Conseil a par ailleurs attiré l'attention des pays en développement de toutes les régions sur l'intérêt et l'importance que représente un dispositif d'enquêtes durable qui leur fournirait des statistiques fiables et intégrées conformes à leurs besoins nationaux et qui constituerait un complément indispensable aux programmes périodiques des recensements. Il a aussi rappelé la possibilité offerte aux pays membres d'utiliser les ressources mises à leur disposition par le PNUD au titre des programmes par pays, pour appuyer la mise en place ou l'amélioration de leurs dispositifs nationaux respectifs d'enquêtes, de même que pour la recherche d'autres moyens de financement en vue de s'assurer les services consultatifs et de formation nécessaires. Le Conseil a enfin prié le Secrétaire général, agissant en collaboration avec les commissions régionales et les institutions spécialisées, de fournir au PNUDEM tout l'appui nécessaire.

3. Le 9 mai 1979, une seconde résolution (1979/5) fut adoptée par le Conseil économique et social pour confirmer à nouveau la valeur et l'importance du PNUDEM, que cette résolution a qualifié d'activité de premier plan et d'une nécessité certaine pour aider les pays en développement à établir des dispositifs durables leur permettant d'exécuter eux-mêmes des programmes d'enquêtes intégrés et de disposer ainsi de façon continue de données statistiques fiables sur des sujets variés relatifs aux caractéristiques démographiques et sociales de la population, aux revenus et aux dépenses, à l'accès aux services sociaux, à l'emploi, à la production des ménages et à d'autres domaines socio-économiques. Le Conseil a demandé instamment aux pays en développement de tirer parti au maximum du Programme et de dresser des plans à long terme pour collecter, par voie d'enquête, des données dans des domaines divers, dans le cadre de leur plans nationaux de développement statistique. Il a parallèlement insisté auprès des organisations donatrices multilatérales et bilatérales d'inclure dans leurs activités de coopération technique la fourniture de ressources au pays en développement pour les aider à mener à bien leurs plans de développement des dispositifs d'enquêtes dans le cadre du PNUDEM.

4. Le Conseil a prié le Secrétaire général, en coopération étroite avec les commissions régionales, les institutions spécialisées, le PNUD, la Banque mondiale et les autres agences donatrices multilatérales et bilatérales, de coordonner les activités de coopération technique relatives aux enquêtes auprès des ménages, y compris les Programmes africain (PADEM) et inter-américain (PIADEM) de mise en place de dispositifs d'enquête auprès des ménages, qui se déroulent dans le cadre du PNUDEM. Il a demandé instamment à toutes les organisations donatrices de collaborer pleinement et de faire en sorte que les activités d'enquête qu'elles viendraient à promouvoir, soient compatibles avec le Programme et contribuent à son exécution.

5. Le PNUDEM est donc un programme qui vise à répondre aux besoins de divers utilisateurs de données statistiques concernant le secteur des ménages. Il est conçu de manière à couvrir tous les aspects relatifs à la population des ménages, y compris leurs caractéristiques démographiques, sociales et socio-économiques, dans une approche méthodologique intégrée. Ainsi, toutes les agences internationales aussi bien que les agences multilatérales et bilatérales de coopération internationale sont instamment priées, aux termes des résolutions citées ci-dessus, de coopérer et de promouvoir les activités liées aux enquêtes auprès des ménages dans les secteurs de leurs intérêts spécifiques.

II. LE PNUDEM EN OPERATION

6. Le PNUDEM, est un projet interrégional, coparrainé par les Nations-Unies, le Programme des Nations-Unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations-Unies pour l'enfance (FISE) et la Banque mondiale, et bénéficiant du soutien effectif du Fonds des Nations-Unies pour la population (FNUAP). Il est exécuté avec l'aide active des commissions régionales et la collaboration des institutions spécialisées intéressées.

7. Le Comité de revue de programme du PNUDEM comprend des représentants du PNUD, du FISE, du FNUAP et de la Banque mondiale; le programme est examiné de temps à autre par le sous-comité du CAC pour les activités statistiques qui comprend des représentants des institutions spécialisées et des commissions régionales. La coordination entre les institutions spécialisées et les commissions régionales se passe à travers les canaux habituels de correspondance.

8. Le Programme est actuellement en opération dans une trentaine de pays en développement du monde entier, dont 14 pays africains. A cela s'ajoutent 25 autres pays pour lesquels des propositions de projets ont été préparées, mais dont l'exécution n'a pas encore commencé. Parmi ces derniers, 9 sont en Afrique. On s'attend à ce que le programme, qui accomplit à présent sa quatrième phase, couvre 45 pays environ avant la fin de 1991.

9. L'unité de coordonnation centrale du Programme, qui se trouve au Bureau de statistique des Nations-Unies, à New-York, est assistée dans l'exécution du programme par des équipes régionales attachées aux divisions statistiques des commissions régionales. Certaines de ces équipes comprennent des conseillers régionaux en matière d'enquête auprès des ménages envoyés par le Bureau international du travail (BIT), à titre de contribution à cet effort de coopération technique entre institutions.

10. La coopération entre institutions dans l'exécution du Programme au cours des dix dernières années a été largement à la hauteur des attentes des buts fixés. Les offices, bureaux et divisions statistiques des institutions spécialisées, notamment l'OIT, la FAO, l'OMS et l'UNESCO, ont pleinement coopéré pour la promotion et l'exécution des programmes d'enquêtes auprès des ménages dans les pays participants. Il ne serait cependant pas correcte de dire que toutes les enquêtes auprès des ménages parrainées par ces agences ont été menées dans le cadre du PNUDEM. Il est possible en effet, que certaines de ces institutions aient parrainé des enquêtes ad hoc dans des pays non participant au PNUDEM.

11. Il est également possible que certains organismes donateurs comme le FNUAP et l'UNICEF aient financé, en dehors du cadre du PNUDEM, quelques enquêtes auprès des ménages ayant un intérêt particulier pour eux. Il est aussi très probable que ces mêmes organismes aient apporté leur appui à quelques enquêtes de ce genre dans des pays ne participant pas au PNUDEM. Il y a eu cependant des cas où des enquêtes organisées en dehors du cadre du PNUDEM, ont été par contre exécutées avec sa collaboration. Néanmoins, il semble qu'il existe bien des possibilités d'une coordination plus efficace entre les PNUDEM et ces organismes donateurs pour faire de sorte que toutes ces enquêtes soient menées dans le cadre du PNUDEM et non pas comme des opérations ad hoc menées séparément.

III. LE PROJET PAN-ARABE POUR LA PROMOTION DE L'ENFANT (PAPCHILD)

12. Un programme important d'enquête parrainé par la Ligue des Etats Arabes (LEA) et coordonné de manière effective par le PNUDEM est le programme régional d'enquête sur la santé de la mère et de l'enfant, que la LEA exécute dans le cadre du Projet pan-arabe pour la promotion de l'enfant (PAPCHILD). Ce programme est financé par l'AGFUND (Programme du Golfe arabe pour les organisations des Nations-Unies pour le développement), le FNUAP, l'UNICEF, l'OMS et les Nations-Unies. Les activités d'enquête de PAPCHILD sont coordonnées avec le PNUDEM partout où se trouve ce dernier. Le Département de l'ONU pour la coopération technique pour le développement exécute certains éléments du projet avec un appui technique substantiel du PNUDEM, notamment dans le développement de la méthodologie d'enquête, de l'élaboration des plans de sondage et de la mise au point des questionnaires modèles et autres documents d'enquête.

13. Six pays arabes participent dans la première phase du projet qui s'étend sur une période de 5 ans allant de 1988 à 1992. Il s'agit de l'Egypte, de la Mauritanie, de la Somalie, du Soudan, de la République démocratique et populaire du Yémen et de la République arabe du Yémen. L'exécution de la première enquête a débuté en Mauritanie en avril 1989 avec l'adaptation des questionnaires modèles et l'exécution du plan de sondage préparé par le PNUDEM. Le déroulement de l'enquête principale sur le terrain aura lieu de décembre 1989 à mars 1990. Selon le plan d'activité du programme, l'enquête mauritanienne sera suivie par les deux enquêtes de la R.D.P. du Yémen et de la R.A. du Yémen, dont les opérations de terrain devront être menées simultanément afin de permettre la comparabilité des données. La réalisation des trois enquêtes restantes (Egypte, Soudan et Somalie) est prévue au cours de la période 1990/1991.

IV. D'AUTRES PROGRAMMES INTERNATIONAUX

14. Parmi les autres programmes actuellement en opération, on citera : (a) l'enquête démographique et de santé qu'exécute "The Institute for Resource Development/Macro Systems" avec le financement de l'Agence des Etats Unis pour le développement international (USAID) et la collaboration de "Population Council"; (b) le programme inter-organisations pour la surveillance de l'alimentation et la nutrition (IFNS), parrainé par l'UNICEF, la FAO et l'OMS; (c) le programme des enquêtes sur le niveau de vie des ménages (LSMS), parrainé par la Banque mondiale, et enfin (d) les enquêtes permanentes sur les ménages parrainées par la Banque mondiale en collaboration avec la Banque africaine de développement et le PNUD dans le cadre du projet sur les dimensions sociales de l'ajustement structurel pour l'Afrique au Sud du Sahara.

A. L'Enquête démographique et de santé (EDS)

15. Le Programme de l'EDS a commencé en 1984 sous l'égide de l'USAID, pour assurer le suivi de l'Enquête mondiale sur la fécondité (EMF/WFS) de 1971-84 et des enquêtes sur la prévalence de la contraception (EPC/CPS) de 1976-85, en tant qu'effort supplémentaire dans la collecte de données démographiques à l'échelle internationale, avec plus d'accent sur la santé de la mère et de l'enfant. Le programme a couvert jusqu'à présent 29 pays, dont le Botswana, le Ghana, le Kenya, le Mali, le Maroc, le Soudan, le Zimbabwe, le Sri Lanka, la Thaïlande, le Guatemala et le Pérou; pays dans lesquels il existe un programme national pour la mise en place d'un dispositif d'enquêtes auprès des ménages opérant dans le cadre du PNUDEM. Dans six autres pays également couverts par l'EDS, à savoir le Burundi, l'Egypte, le Nigéria, le Sénégal, la Bolivie et la République Dominicaine, des propositions de projets PNUDEM ont été formulées, mais leur exécution n'a pas encore été décidée. Le PNUDEM est, par ailleurs, régulièrement informé des activités et des plans de l'EDS. Dans certains pays, les enquêtes sont menées par les mêmes institutions nationales qui sont responsables des activités du PNUDEM. C'est le cas du Ghana, du Soudan, du Zimbabwe, du Sri Lanka et du Pérou. Ailleurs, ces activités sont organisées à travers d'autres institutions, comme le Ministère de la Santé au Botswana, Maroc, Nigéria et Guatemala, le Conseil national de la population et du développement au Kenya et l'Institut des études démographiques en Thaïlande. Lorsqu'il y a eu chevauchement entre les activités de l'EDS et celles du PNUDEM, comme dans le cas du Sri Lanka, les objectifs et la portée du programme PNUDEM ont été modifiés de manière à éviter tout gaspillage et toute duplication inutiles. D'autre part, et dans ce même souci de coordination, l'EDS et PAPCHILD joindront leurs efforts à ceux du Gouvernement de la République arabe du Yémen pour mener l'enquête nationale sur la population et la santé de la mère et de l'enfant.

16. Selon le dernier numéro du bulletin d'information de l'EDS (DHS Newsletter), le programme est entré dans sa deuxième phase en septembre 1988 avec un nouveau contrat de cinq ans adjugé à l'Institute for Resource Development/ Macro Systems, pour étendre le programme d'enquêtes à 25 autres pays, dont la majorité se situerait en Afrique sub saharienne. Quelques unes de ces enquêtes peuvent avoir lieu dans des pays qui participent ou se proposent de participer au PNUDEM. D'autres développements dans ce contexte méritent d'être suivis. Notons cependant, que dans la mesure où les activités de l'EDS complètent celles du PNUDEM, elles peuvent alors être considérées comme un moyen de renforcement des capacités techniques et matérielles du dispositif national d'enquêtes auprès des ménages que le pays s'efforce de mettre en place avec l'aide du PNUDEM. Par contre, si ces activités viennent dupliquer ou chevaucher celles du PNUDEM, il serait souhaitable, voire indispensable de coordonner les deux programmes.

B. Le programme inter-organisations de surveillance de nourriture et de la nutrition (IFNS).

17. Le Programme IFNS doit son existence à la conférence mondiale sur l'alimentation de 1974, qui a recommandé la mise en place d'un système global de surveillance par la FAO, l'OMS et l'UNICEF en vue de surveiller les conditions des groupes défavorisés et menacés sur le plan de la nutrition, et de mettre au point une méthode d'évaluation rapide et permanente de tous les facteurs qui influent sur les modèles de consommation alimentaire et le statut nutritionnel. Pour ce faire, un comité conjoint FAO/OMS/UNICEF a été créé en 1975 pour organiser le programme dont les objectifs principaux consistent à produire et à analyser l'information existante, promouvoir son utilisation et renforcer la capacité institutionnelle de produire, d'analyser et d'utiliser cette information. Selon un rapport intérimaire circulé en 1988, une vingtaine de pays soutenus par les agences respectives de l'ONU disposaient au début des années 80, d'un système de surveillance de l'alimentation et de la nutrition. Le comité directeur s'est réuni en 1988 et a dressé un plan de travail. Le développement de projets à l'échelle des pays sera mené conjointement par la FAO, l'OMS et l'UNICEF, et dirigé par les bureaux de l'UNICEF sur le terrain.

18. Du fait que l'objectif principal du programme est de produire, d'analyser et d'utiliser l'information existante, sa relation avec le PNUDEM est essentiellement complémentaire. Etant donné en outre, que les sources d'information sont multiples et ne se limitent pas aux seules enquêtes auprès des ménages, d'une part, et que les mécanismes propagés pour la production de l'information ne sont pas bien clairs ni explicites, d'autre part, l'utilité et la relevance de ce programme pour le PNUDEM sont, dans le meilleur des cas, partielles. Sa

coordination avec les activités du PNUDEM reste toutefois possible, dans la mesure où l'IFNS vise, entre autres, à renforcer la capacité institutionnelle des pays à produire une information statistique, ce qui constitue l'objectif majeur du PNUDEM. Les ressources disponibles pour ce but peuvent bien être utilisées, avec efficacité, pour renforcer les dispositifs nationaux d'enquêtes auprès des ménages pour la production des données nécessaires au suivi et à l'évaluation de la consommation alimentaire et de l'état nutritionnel, plutôt que de créer des systèmes indépendants.

C. L'enquête sur le niveau de vie des ménages (LSMS)

19. L'enquête sur le niveau de vie des ménages (LSMS) a été lancée par la Banque mondiale en 1980, essentiellement comme un programme de recherche visant à renforcer les capacités nationales à mener des enquêtes auprès des ménages, susceptibles de fournir rapidement des données de bonne qualité, à moindre coût et qui soient pertinentes à la prise de décision. Le programme a été basé sur la présomption que : (a) il n'existe pas dans les pays en développement de données fiables pour évaluer l'impact distributionnel des politiques macro-économiques; (b) que les programmes d'enquêtes sur les ménages en cours ne permettent pas de collecter des données pertinentes et adaptées aux besoins de recherche et de prise de décision, parce qu'elles ne couvrent le plus souvent qu'un seul domaine ou sujet d'étude; et (c) le flux de données généré habituellement par ces enquêtes souffre de long retards dus en général à la lourdeur du processus de traitement informatique des données recueillies. En bref, l'hypothèse se résumait au fait que l'offre ne satisfaisait guère la demande en données statistiques.

20. Partant d'une telle hypothèse, l'approche LSMS favorise la réalisation d'enquêtes continues à objectifs multiples, qui sont menées sur de petits échantillons de ménages et qui couvrent une multitude de sujets sur lesquels l'information requise est collectée par interview dirigée à l'aide d'un questionnaire modèle. Pour raccourcir les délais de production des données, l'approche préconise une procédure de saisie et de traitement informatique des données intégrée dans la phase de collecte sur le terrain, grâce à l'utilisation des micro-ordinateurs. Les sujets ainsi couverts par les enquêtes LSMS comprennent l'habitat et les conditions de logement, l'éducation, l'activité économique, le revenu et les dépenses des ménages, l'épargne et les crédits, la migration, la santé, la fécondité et les mesures anthropométriques. Les enquêtes sur les ménages sont complétées par des enquêtes menées à l'échelle des communautés rurales et par la collecte des prix dans les marchés locaux.

21. Les premières enquêtes de type LSMS ont été menées au Pérou, en Côte d'Ivoire, au Ghana et en Mauritanie. D'autres ont été récemment lancées en Bolivie et en Jamaïque, et d'autres enfin, sont dans la phase de préparation au Maroc, au Pakistan et en Colombie.

D. Les dimensions sociales de l'ajustement structurel (DSA)

22. Un autre projet lancé récemment par la Banque mondiale en collaboration avec la Banque africaine de développement et le Programme des Nations-Unies pour le développement (PNUD) a trait aux programmes d'ajustement structurel en Afrique. Le projet qui s'intéresse essentiellement aux dimensions sociales de l'ajustement structurel, envisage, entre autres, l'institution d'enquêtes permanentes auprès des ménages dans les pays participants. Le cadre conceptuel, et plus particulièrement le cadre empirique, qui traite du champ d'action, du contenu et de la méthodologie du programme d'enquête, n'ont pas encore pris une forme finale. Le projet initial et ses révisions ultérieures indiquent cependant une approche fondamentalement similaire à celle de LSMS. Parmi les pays couverts par le projet DSA, il y a le Bénin, le Burundi, le Cameroun, le Congo, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Malawi, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Rwanda, le Sénégal, le Soudan, la Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe, qui soit ont déjà un programme national opérationnel dans le cadre du PNUDEM, soit ont déjà exprimé officiellement leur intérêt pour le programme.

23. Le lancement d'une enquête permanente auprès des ménages dans les pays participant au programme DSA est un objectif on ne peut plus similaire à celui du PNUDEM, bien qu'il ne lui soit pas identique. Il semble même, que c'est la reconnaissance de ce fait qui a poussé la direction du projet DSA à envisager des dispositions pour instaurer la consultation du PNUDEM et la coordination de leurs activités respectives. Le PNUDEM fait en effet partie des membres siégeants au Comité directeur de SDA et participe activement aux activités de son groupe de travail. Le PNUDEM a également pris part à plusieurs réunions, stages et séminaires organisés par la Banque mondiale dans le cadre du dit programme : Warwick (novembre 1987), Washington (avril 1988), Abidjan (mai 1988), Paris (février 1989), Arusha (mars 1989) Dakar (mars 1989). Il a participé à plusieurs discussions informelles bilatérales ou multilatérales portant sur le développement du programme et ses implications qui ont eu lieu à New York, Washington et Addis Abeba. Bien que le besoin et la nécessité d'une coordination entre le SDA et le PNUDEM aient été reconnus en principe par les deux parties, les modalités effectives de coordination n'ont pas été encore définies.

24. Les discussions tenues en mai 1988 à Addis Abeba entre les représentants de la Banque mondiale, la CEA et le PNUDEM ont abouti à un certain nombre de propositions pour une coordination effective aux deux niveaux national et régional. Celles-ci ont été suivies par la préparation de la part du Bureau de Statistique de l'ONU, d'un document intitulé : "Suggestion pour la coordination entre le PNUDEM et le DSA". Ce document a été présenté officiellement par le PNUDEM au cours de la première réunion du Comité directeur du SDA, qui s'est tenue en juillet 1988. Plus tard, la Banque mondiale a présenté ses propres propositions de coordination lors de la réunion du Comité de revue de programme du PNUDEM qui a eu lieu en décembre 1988. Ces deux ensembles de propositions ont été passés de nouveau en revue par le Bureau de statistique des Nations-Unies, qui a conclu, qu'en dépit de certaines différences entre les points de vue des deux organisations, il existait un terrain d'entente sur lequel une coordination effective pouvait être établie. Le sujet reste encore à débattre.

25. Par ailleurs, la Commission de statistique des Nations-Unies a discuté au cours de sa vingt-cinquième session tenue en février 1989, l'avenir du PNUDEM ainsi que les initiatives de la Banque mondiale dans la conception des enquêtes permanentes intégrées auprès des ménages. Il a mis l'accent sur la nécessité d'une coordination effective entre le PNUDEM et les autres programmes d'enquêtes auprès des ménages en cours, comme le DSA et le LSMS, et a accueilli favorablement les propositions de collaboration et de coordination qui sont encore au stade d'examen. Le comité a notamment souligné qu'à son avis, il faudrait tenir compte, lors de l'exécution du programme DSA, des activités nationales et régionales en cours de réalisation en matière de statistique, afin que l'enquête DSA soit exécutée en collaboration avec le PNUDEM et les autres programmes existants. Il a en outre apprécié les efforts actuels visant à coordonner le projet DSA et le PNUDEM et a souligné la nécessité d'éviter le double emploi et le bouleversement des travaux qui se poursuivent dans les pays.

V. PROGRAMME DE CONTROLE DE LA REALISATION DES OBJECTIFS SOCIAUX AU COURS DES ANNEES 90

26. Un nouveau programme inter-organisations en matière de coopération technique qui paraît à l'horizon vise à établir un système de suivi et de contrôle afin d'assurer la réalisation efficace des objectifs sociaux au cours des années 90. Il répond essentiellement aux préoccupations de l'OMS, de l'UNICEF et du FNUAP dans des domaines auxquels ils portent un intérêt particulier, tels que la mortalité maternelle, la mortalité infantile et juvénile, la fécondité, les handicaps physiques, la santé et la statut nutritionnel, les maladies infantiles, l'environnement, l'éducation, l'emploi, les revenus, les dépenses et le statut

de femme. Le programme qui est encore au stade de l'examen préliminaire vise à promouvoir les activités d'enquêtes auprès des ménages conçues pour produire à des intervalles réguliers une série d'indicateurs sur les aspects d'intérêt social.

27. Le programme sera basé essentiellement sur les systèmes existants d'information et d'enquêtes auprès des ménages ainsi que sur les produits des autres programmes de collecte de données. Il sera complété, en cas de besoin, par de nouvelles opérations, et géré en coordination avec les autres efforts internationaux en matière de collecte statistique, y compris le PNUDEM, l'EDS et le DSA. En définissant les détails du programme, il sera tenu compte des modalités possibles de coordination, ainsi que des objectifs de quantification et des capacités actuelles institutionnelles et méthodologiques. Les priorités seront fixées en identifiant les sujets les plus importants, y compris ceux qui peuvent être développés pratiquement à l'aide d'enquêtes auprès des ménages ou d'autres sources de données comme les systèmes d'état civil. Les organisations internationales concernées devront coordonner leurs besoins respectifs et arriver à un consensus, tout en tenant compte des besoins et des priorités fixés par les pays. Les besoins en matière d'indicateurs et d'indices estimés à l'échelle des diverses subdivisions géographiques et administratives, ainsi que ceux pour la comparaison entre les groupes que les pays peuvent juger nécessaires ou d'intérêt national, même quand cela n'intéresse pas les organismes internationaux, doivent également être pris en considération. Toutefois, le programme ne pourra pas servir d'instrument pour évaluer les effets des interventions de politique générale ou en établir les relations causales.

28. Dès le début, on examinera les dispositifs et arrangements institutionnels existants dans les pays en développement, et on déterminera la nature de l'assistance nécessaire dans chaque cas. Les pays qui disposent de programmes continus d'enquêtes auprès des ménages couvrant la totalité du pays ou d'un autre système de collecte de données capable de produire les indicateurs nécessaires, n'auront besoin que d'une assistance marginale. Les pays qui disposent de dispositifs modestes auront bien étendu besoin d'une assistance plus importante. Les pays qui disposent d'un dispositif minime ou qui n'ont aucune expérience auront besoin d'une très grande assistance pour développer les dispositifs nécessaires. Une assistance extérieure sera fournie dans le cadre du programme à une échelle modeste pour créer ou améliorer les dispositifs nationaux.

29. Le programme sera, en toute probabilité, financé essentiellement par l'UNICEF, le FNUAP et peut être aussi par le PNUD, et exécuté avec l'assistance technique du Bureau de statistique des Nations-Unies.

30. On doit mentionner dans ce contexte "Le manuel des Nations Unies des indicateurs sociaux" (Etudes méthodologiques, Série F No. 49), "Les Etudes de l'ONU sur l'amélioration des concepts et des méthodes statistiques et des indicateurs sur le statut de la femme" (Etudes méthodologiques, Série F No. 33), le manuel sur "L'amélioration des statistiques et des indicateurs relatifs au statut de la femme, par voie des enquêtes auprès des ménages" (Etudes méthodologiques, Série F No. 48) et le document contenant "Les recommandations de la FAO pour le calcul des indicateurs socio-économiques pour la surveillance et l'évaluation de la réforme agraire et du développement rural" (non publié).

VI. LE BESOIN DE COORDONNATION

31. Le besoin de coordonner les activités statistiques est généralement reconnu par toutes les parties. Mais la coordination est très souvent interprétée comme le seul fait de s'informer des activités respectives, alors qu'il est préférable qu'elle le soit en terme d'action. La coordination doit, au moins, viser à éliminer le double emploi et le gaspillage des ressources et des énergies, et à unifier les objectifs de travail. Cela nécessite une adaptation et une souplesse réciproques entre les différentes parties engagées, le respect des points de vue des autres, de leurs objectifs et de leurs approches, afin de minimiser les effets négatifs du développement non coordonné. La coordination, comme concept positif, nécessite l'intégration d'un programme visant à consolider le gain par rapport au coût, en exploitant les avantages possibles d'une telle intégration. C'est de ce point de vue que le PNUDEM préconise les programmes intégrés d'enquêtes auprès des ménages. L'intégration peut être totale ou partielle, organisationnelle, opérationnelle et/ou conceptuelle. L'intégration totale maximiserait naturellement les avantages et minimiserait les coûts. Même une intégration partielle serait plus avantageuse que l'absence d'intégration et de coordination.

32. A l'échelle internationale, l'intégration totale ou même partielle des programmes statistiques ne serait pas pratiquement faisable à cause du besoin, plus important, de garder l'identité de l'organisation, vus leurs arrangements financiers et administratifs etc. En conséquence, seule la coordination peut être effectuée à ce niveau. Bien que l'on tente de réaliser cela, il nous semble bien clair, d'après ce que l'on vient de montrer qu'il existe bel et bien la possibilité d'une coordination meilleure. La coordination, voire même l'intégration, peuvent être expérimentées de manière plus efficace et plus avantageuse à l'échelle nationale. Toutes les organisations internationales devront, en fin de compte, agir à travers les institutions nationales pour exécuter les programmes qu'elles voudraient

parraîner, bien qu'elles puissent, en pratique, contacter les institutions statistiques à travers les différents ministères ou départements avec lesquelles elles ont des relations formelles. Il est donc important que les bureaux nationaux de statistique qui coordonnent d'habitude les activités statistiques au niveau national aient une vue intégrée des besoins nationaux et des programmes conçus pour satisfaire ces besoins, et par là même des besoins en matière d'assistance internationale ou/et bilatérale nécessaire à l'exécution de ces programmes. Les besoins nationaux devraient, en toute logique, constituer une préoccupation primordiale, par rapport aux besoins internationaux ou extérieurs, qui ne devraient se situer qu'au niveau secondaires.

33. Idéalement, les bureaux, directions ou instituts nationaux de statistique devraient, en tenant compte des besoins du gouvernement et des autres organisations semi ou para-étatiques, formuler un programme d'enquêtes intégré, dont l'exécution s'échelonnerait sur une période de 4 à 6 ans. En cas de besoin, le programme devrait inclure une enquête permanente pour mesurer les tendances actuelles de certaines variables démographiques, économiques et sociales clés. Le programme devra par la suite être présenté aux donateurs et bailleurs de fonds potentiels, en vue d'obtenir leur assistance pour la réalisation des activités et des éléments du programme qui les intéressent. Si le gouvernement considère que le programme est important et lui accorde la priorité nécessaire, l'assistance extérieure devrait intervenir de manière substantielle. Dans le cas où l'assistance provient de plusieurs sources, on doit essayer de mettre ces sources en commun et organiser un programme intégré qui maximise les avantages et minimise les coûts; l'objectif fondamental étant d'assurer la continuité une fois que l'assistance extérieure s'est retirée.

34. Là où des programmes intégrés comme le PNUDEM et/ou le DSA sont déjà opérationnels, les besoins supplémentaires éventuels en données devront être satisfaits à travers ces programmes. Là où il existe plus d'un programme, ces derniers devraient être coordonnés de manière efficace, afin d'éviter le double emploi et le chevauchement. La coordination de l'assistance internationale peut être effectuée à travers des missions conjointes pour la formulation des programmes, leurs revues périodiques et l'évaluation des résultats qu'ils sont supposés produire. D'abord et avant tout, il incombe aux organismes nationaux de statistique d'assurer une telle coordination, et aux institutions internationales de répondre favorablement au besoin de son instauration.